

Transgressons le présent !

« ...

Il vaudrait mieux gagner sa vie
Mais ma vie, je l'ai, moi, ma vie
J'ai pas besoin de la gagner! ... »

("Un de plus", extrait de "Je voudrais pas crever »)

C'est à cet extrait de poème de Boris Vian qu'aussitôt la contribution en référence dans cet écrit m'a fait penser.

Moi-même artiste musicien et enseignant – principalement dans l'art du piano – et tout récent retraité, je me suis toujours fortement interrogé sur les rapports entre travail libre et travail contraint, entre la notion de production de valeur matérielle et/ou de valeur utile.

Dans la période récente la direction du Parti Communiste, dans la limite de nos moyens de rayonnement, a grandement facilité des échanges avec des forces et personnalités très diverses, sans trancher dans le vif entre des débats qui nécessitent approfondissement. Je suis pour ma part totalement en phase avec la proposition de Pierre Laurent de "changer tout ce qui doit l'être" et de créer les conditions d'un débat le plus large que possible. Il nous fallait, il nous faut encore pour cela disposer de tout le temps nécessaire.

La fidélité - à quoi j'ai toujours préféré la constance - constitue la qualité première du Parti Communiste et de ses militants, comme aussi son défaut. Pour renouveler profondément notre apport, nous devons en passer par une analyse approfondie de la crise existentielle que nous continuons de subir, de ce en quoi nous y avons peut-être contribué, pour enfin commencer à inverser cette tendance mortifère. Nous sommes ici tenus, non à un bilan court de notre activité depuis le dernier congrès, mais à une réflexion sur le très long terme qui tient au sens même de notre culture communiste. C'est le pourquoi de la longueur de cet écrit, qui n'entrera sans doute pas spontanément dans quelque case préconçue pour notre réflexion collective. Mais comment faire autrement ?

Et, depuis que j'ai pris connaissance de la tribune parue dans l'Humanité du 17 janvier, intitulée « [L'objectif révolutionnaire des citoyens-producteurs](#) », assisté au débat entre Bernard Friot et la toujours actuelle direction économique de notre parti au « Forum Marx » de la Bellevilloise, et enfin lu l'échange de lundi 12 mars dans notre quotidien, il y a dans ma vision comme un « avant » et un « après ». Cet apport me semble, par ailleurs, tout complémentaire de celui qu'amène Alexis Cukier dans l'H.D. du 1^{er} mars sur « travail et démocratie ».

Ce n'est pas la seule contribution qui le fait, et c'est heureux: elle pose de nouveau la question de la propriété des travailleurs sur leurs moyens de production, non,

comme naguère, dans le but d'établir un seuil acceptable et névralgique de nationalisations, mais comme un principe général pour toute la vie au travail.

Liée à ce principe, la possibilité pour tous de jouir d'un salaire à vie, comme le droit de gérer collégalement les entreprises, en récupérant les gâchis en faveur de productions utiles à tous.

Cette tribune interpelle, et à mon avis contribue à notre effort actuel de dépassement. Celle-ci, avec ses auteurs, doit à mon sens fortement prendre place dans notre débat de congrès. Elle ne contredit pas, mais conforte et complète les convictions que je souhaitais initialement développer.

Le premier constat est celui de l'enjeu global:

Notre planète Terre n'en peut plus, comme aussi la grande majorité des humains. Nous devons aujourd'hui obéir impérativement à deux critères locaux et mondiaux, à dimension purement politique et non pas strictement économique: le respect des ressources et la résorption drastique des inégalités.

Le système capitaliste, dans sa phase d'adaptation globale, « libérale et financière », ne fait que murer des milliards de producteurs consentants dans une obligation aussi obsessionnelle qu'impossible à remplir: la lutte contre la limitation mondiale du taux de profit des multinationales. Sa survie est notre impasse. Nous devons le plus vite possible nous passer de ce système pour laisser vivre et prospérer la société! C'est cette conviction première que nous avons aujourd'hui à faire partager par la foule des laborieux si nous voulons enfin renaître à la vocation qui nous fonde.

Dans l'état actuel du monde, et notamment avec l'exacerbation de nouvelles tensions nationalistes ou identitaires, tout ne dépend pas, loin s'en faut, que de nous. Nul ne peut dire jusqu'à quelles extrémités ce système dominant poussera encore sa propre capacité d'adaptation.

Mais l'histoire a rayé définitivement de l'horizon deux fausses solutions dont il revient à tous de faire le deuil :

- celle d'une social-démocratie, muée en social-libéralisme, durablement désavouée, depuis 1983, par 35 ans de politiques austéritaires, et toujours ancrée sur une vocation première de « collaboration de classe » bien plus ancienne,
- celle d'une tradition communiste échue, héritière d'une expérience qui n'a pas franchement pris en compte « l'aspiration universelle à la Démocratie dont le communisme est porteur ».

Ce seront toujours « les masses qui feront l'histoire ». Une société communiste ne pourra donc jamais advenir comme « mouvement réel qui abolit l'état actuel » qu'à une double condition:

- que la force majoritaire de ceux qui n'ont que leur force de travail à offrir se rassemblent pour faire peuple, et se constituent ainsi en une DÉMOCRATIE plus aboutie que jamais, en commençant par le lieu où elle manque le plus, l'ENTREPRISE,

- que l'organisation qui s'en veut l'émanation, travaille à ce vaste chantier, tout en se montrant la force de proposition la plus pertinente à rendre cette avancée historique irréversible.

De ce point de vue, bref clin d'œil à l'ami Lénine : les paysans, ouvriers, soldats qui s'étaient constitués en « soviets » ne savaient peut-être pas qu'ils faisaient du « Communisme », mais avant les dégâts ultérieurs, c'est bien de leur capacité à s'imposer en force de décision majeure des exploités face aux tenants de l'ordre ancien qu'ils surent conduire leur révolution au succès mondial qu'elle a connu. Pas d'autre programme que « la terre aux paysans » et les « usines aux prolétaires » ! Juste une confiance sans faille en la capacité collective de tous les « sans » à inventer et décider par eux-mêmes.

Je tire pour ma part d'une expérience militante variée mais constante d'environ cinquante années une double conviction, qui porte à la fois sur la nature des transformations à engager et sur « l'instrument Parti » que nous nous sommes donnés :

1) Dès la fin de l'année 68, et notre « manifeste de Champigny » intitulé « Pour une démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme », nous avons su mêler étroitement l'impératif démocratique aux progrès de notre société, tout en l'associant à une vision stratégique erronée. Dès les événements de mai-juin, exit les aspirations autogestionnaires pour les conditionner à la réussite d'une entente au sommet entre forces politiques. Nous avons dès lors cultivé l'illusion d'une construction par étapes dont l'union de la gauche devait être le garant, et dont la première marche s'est effondrée dès la première phase d'une expérience gouvernementale. Puis, au fil des alternances politiques, ballottés entre une volonté unitaire sans faille et la nécessité de maintenir le cap d'un profond changement de régime, c'est l'idée même du COMMUNISME que nous avons par devers nous laissé nous échapper, relativisant progressivement la question centrale du rapport à la PROPRIÉTÉ des moyens de produire et d'échanger, qui constitue pourtant toujours le cœur du legs « marxien ». Renseignés à nos dépens par l'échec définitif de cette stratégie de long terme, il s'agit bien aujourd'hui de changer de paradigme en nous interrogeant sur ce que la société française a pu déjà produire de « communisme » en son sein pour en élargir les conquêtes jusqu'à un dépassement effectif du système d'exploitation. J'approuve de ce point de vue l'idée que, sans mettre en berne les nécessaires et conjoncturelles alliances politiques, nous devrions pour l'heure nous concentrer prioritairement sur l'impérieux renouvellement de notre propre relation au monde du « travail et de la création ». C'est un fait que, depuis la

naissance de notre parti, les grandes avancées sociales et progressistes ont correspondu à l'adéquation entre le niveau de notre influence et l'idée majoritaire de « l'intérêt général » (auquel je préfère le « sens du commun »).

« Commencer par les fins » nous suggérait Lucien Sève. Ce véritable changement de civilisation ne se réalisera pas comme on tourne une page, mais c'est bien en nous concentrant sur le « nécessaire » que nous réussirons pas à pas à réduire l'écart qui s'est décidément trop creusé d'avec le « possible ». La conscience des gâchis capitalistes est aujourd'hui plus partagée que jamais, tandis que leur « mondiale financiarisation » a mis à distance la capacité collective d'en finir avec ces dominations. Poser d'emblée la question de leur dépassement sur les lieux même où se génèrent ces gâchis, là où le travail salarié se fait, c'est les rendre palpables et surmontables.

2) Devrions-nous nier cette devise fondatrice : « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme » ... sauf le Parti Communiste?

Cette proposition nécessiterait, je pense dans un autre écrit, un bien plus complet développement : si nous ambitionnons de confier en toute circonstance au « mouvement populaire » la primauté sur toute chose, de vouer génériquement à la notion de démocratie un statut non second mais mutuellement nourricier d'avec celle de « communisme », l'organisation politique qui en permettra l'essor reste à naître! Nous n'avons pas seulement à améliorer de nouvelles formes de relations internes déjà en gestation, favorisant la transversalité des initiatives ou une saine réactivité à toute aspiration légitime que notre société génère, mais un pas qualitatif à la hauteur de notre changement d'époque en imaginant, puis en fondant une nouvelle formation politique à vocation majoritaire et pérenne. Il s'agira donc de lier dans un même trépied les notions de « mouvement », « communisme » et « démocratie », et de nous muer ainsi en « Mouvement Communiste de la Démocratie ». Et au passage, de nous affirmer aujourd'hui, moins comme un parti spécifiquement « Français » que comme un mouvement au service de l'essor de toutes les forces progressistes européennes et mondiales.

J'ai acquis de ce point de vue la définitive conviction que, même si cette mutation nécessaire ne pourrait nous dispenser d'un immense travail militant à suivre, ne pas s'y engager nous priverait pour de bon du signe dont notre société a besoin pour nous identifier comme la force utile à son propre essor.

Après ce bien dense préambule, j'en viens donc à m'interroger plus précisément sur la pertinence de la contribution en référence.

Est-elle respectueuse de ces conditions générales? Elle laisse de côté toute réflexion sur la « forme Parti », mais, pour le reste, apporte une pierre essentielle à ce besoin de mutation communiste.

Et je souhaite en apporter ici la vérification en deux points :

- de quelles orientations économiques héritons-nous ?

- qu'apporte-t-elle de neuf et quelles questions nouvelles cela nous pose-t-il?

A) D'où venons-nous ?

Dans les limites de mon expérience propre, j'ai toujours pris la question économique trop au sérieux pour la laisser en la seule responsabilité de quelques savants penseurs. Pour ce que j'en connais, qu'ont donc apporté nos trouvailles des dernières décennies de si conquérant à l'influence et la crédibilité politique de notre organisation ?

La notion de « sécurité d'emploi et de formation » ? Le maître mot est celui de la « sécurité ». Qui, en effet, ne souhaite vivre définitivement à l'abri de l'insécurité foncière, que nos dominants étendent aujourd'hui à la société entière, dans notre rapport à l'emploi salarié ? Le besoin général d'un essor de la qualification est certes majeur, mais reconnaissons que sans autre proposition, nous laisserions le secteur privé, aujourd'hui de plus en plus invasif, jouir d'une sorte de parapluie d'État qui lui laisserait plus encore les mains libres pour licencier à sa guise, mettant ainsi en concurrence une « portion congrue » de salariés encore à la tâche avec cette « portion de secours » composée de tous ceux que l'on continuerait de sortir du travail, sous couvert de formation plus qualifiante. La notion de formation fonctionne ici comme un substitut à la nécessaire bataille pour le plein emploi de tous comme jadis nous avons laissé créer l'illusion que la nécessaire baisse du temps de travail constituait une solution à sa répartition, comme si l'emploi était une poche définitivement réduite par les contraintes du capital, et non une création continue du travail lui-même.

Et question subsidiaire : où trouverions-nous ces dizaines, voire centaines de milliers de nouveaux enseignants chargés de « former » les millions de demandeurs toujours en attente d'un boulot ?

Par ailleurs, en quoi l'une ou l'autre des autres propositions avancées nous permettraient-elles d'éviter le piège majeur énoncé ici ?

Les « critères de gestion », épaulés à une « sélectivité du crédit », elle-même autorisée par la création d'un « pôle public financier », feront-ils le poids face à une telle menace ? L'idée est d'imposer « par en haut », sans doute grâce à un type de gouvernement vertueux - qui pour l'heure, est loin de poindre à l'horizon - certains critères économiques, et de les conforter « par en bas » par de vagues droits nouveaux des salariés qui ne toucheraient en rien aux rapports de PROPRIÉTÉ sévissant toujours de façon dominante dans notre société française.

Notre dernière brochure de congrès « La France en commun » est à ce titre d'une extrême timidité qui, tout en souhaitant une défense et promotion de nombre de Services Publics, ou en évoquant certains pôles publics, ou même une valorisation des pratiques coopératives, marque le pas sur la nécessité d'étendre à l'ensemble de la société la notion « d'ENTREPRISE PUBLIQUE ». Pour combien de temps encore devrions-nous accepter une cohabitation conflictuelle, dominée par la mainmise des profiteurs sur ceux qui les font vivre ? Au cours des années 80, le ministre Auroux avait bien avancé une loi audacieuse dans le domaine des droits du

travail. Elle est restée lettre morte, bien que soutenue par un gouvernement dont il était un des principaux ministres.

Le fait d'abonder les financements par des « fonds pour la formation et l'emploi », à tous niveaux d'exercice de la responsabilité électorale, permettrait-il de mieux répondre à la question, au cœur de l'entreprise de « qui produit et qui décide » ? Elle revient en somme à croire en l'illusion Keynésienne d'une redistribution des richesses réparatrice de leur « mal répartition » au cœur même du lieu de travail.

Pour couronner le tout, nous vouons en la « révolution informationnelle » une sorte de culte qui me semble bien disproportionné. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la transmission d'un savoir enrichit celui qui le reçoit sans appauvrir celui qui le pourvoit. Et l'on peut aussi constater par exemple, que si l'Allemagne ou le Japon ont fait preuve d'une vitalité très étonnante dans les années d'après-guerre, outre les conditions politiques particulières de leur rebond, c'est bien parce que les « forces mentales » liées à un certain niveau de développement ne s'effacent pas, quand les « forces matérielles » se trouvent elles terriblement dégradées. Les avancées informatiques permettent aujourd'hui d'accélérer la communication et les modes de transmission des connaissances, mais tant qu'elles cohabiteront avec un mode de production global de plus en plus voué à l'accaparement privé, elles ne resteront que l'instrument de toutes les confiscations à l'œuvre aujourd'hui. J'épouse totalement la volonté de donner une nouvelle dimension au combat contre les « géants du numérique », mais à mettre trop exclusivement l'accent sur cette dimension nouvelle de la vie en commun, n'en oublions-nous pas ce qui doit rester la base même de notre ambition de rassemblement ? Les réseaux informatiques seraient devenus « réseaux sociaux », la « classe ouvrière » serait, elle, désormais diluée dans un salariat indistinct, dispersé par les délocalisations, et la notion des 99% remplacerait définitivement toute notion de classe sociale des producteurs des richesses, comme les contradictions réelles et à dépasser, dans l'extrême diversité des catégories sociales et culturelles. N'oublions pas que le but de notre politique reste et restera de fédérer les « forces du travail et de la création », non pas d'abord dans un rapport commun à la connaissance, mais avant tout dans un rapport commun et vécu comme tel à l'exploitation du travail !

Je ressens enfin comme une sorte d'abus d'autorité intellectuelle à l'égard de notre praxis collective que de prétendre que l'apport de Paul Boccard et de ses amis nous aurait permis de réaliser un progrès majeur dans le rapport entre efforts théoriques et pratiques militantes quand, de fait, les thèses que celui-ci a promues ont à peine pénétré le premier cercle de nos effectifs militants résiduels, et n'ont pesé d'aucun poids effectif sur le déclin de notre crédibilité.

Si l'on suit Pierre Ivorra dans sa chronique du mercredi 7 mars dans l'Humanité, il s'agirait avant tout de « produire plus et de produire mieux ». Ce sont, semble-t-il, les critères auxquels nous obéissons sans les nommer, depuis des années. Il suffirait pourtant de nous montrer respectueux des deux principes humanistes que j'énonce en introduction en nous proposant plutôt de « produire tous et autrement ».

L'humanité, même inégalement développée, est aujourd'hui en mesure d'assurer à tous une vie digne et sereine. La question centrale est celle de veiller à une tout

autre répartition des richesses et des pouvoirs pour en permettre un développement juste et raisonné.

Le texte collectif, paru le 12 mars dans notre quotidien, interpelle Bernard Friot sur la confusion qu'il entretient en effet entre les activités utiles ou nécessaires qui jalonnent notre quotidien et la création de valeur inscrite dans la division sociale du travail, qui donne lieu à cotisations et permet notamment l'organisation d'une solidarité active entre générations. S'en tenir à cette seule critique revient à obérer totalement le fait que le système capitaliste est aujourd'hui, bien plus que jamais, une véritable anarchie économique! Il ne développe d'activités utiles que dans la mesure où elles sont compatibles avec la recherche effrénée du profit. Que faire, par exemple, de ces milliers d'esclaves anonymes de la téléphonie qui harcèlent quotidiennement des millions d'abonnés, voués à vie au chantage à la concurrence exercé par les plus grandes firmes? Ceux-ci produisent sans doute de la survaleur, mais à quoi bon? Et lorsque nous sommes amenés à monter nous-mêmes un meuble à domicile pour en permettre l'économie au prestataire, qui rémunère la valeur produite? Il en va de même lorsque, assis devant un ordinateur, l'opérateur récupère gratuitement toutes les données informatives et intellectuelles que les « usagers » lui procurent! Sans parler du tourisme mondial auprès des pays à basse main d'œuvre que l'on fait effectuer à nombre de productions avant d'aboutir à la marchandise utile!..

Et plus précisément sur ce sujet de débat : le TEMPS que nous passons quotidiennement à agir et nous organiser occupe une part très élargie par rapport au seul temps dévolu à l'emploi salarié. À part celui occupé par la restauration de nos forces, et les inégalités d'autonomie liées à la prime jeunesse, la maladie ou le grand âge, il s'agit là tout autant de TRAVAIL - les revendications féminines nous en disent quelque chose - même s'il ne donne pas lieu à rémunération!

Notre responsabilité revient donc bien plutôt à la recherche d'une refonte globale des paradigmes de l'économie, intégrant la part collective de « temps de travail socialement nécessaire », beaucoup plus harmonieusement associé au droit pour tous de jouir à sa guise, selon le désir et les capacités d'autonomie de chacun, de la « liberté de faire ou de ne rien faire ».

B) En quoi cet apport change-t-il la donne ?

« *Avant d'accuser quelqu'un d'illettrisme, donnons-lui un livre !* », disait Bertolt Brecht

Je cite ici de mémoire ce qu'en disait ce grand homme de théâtre, mais la tribune en référence dit à peu près de même dans le rapport des hommes à leur outil de production. Il ne s'agit plus tant d'imaginer désormais l'essor d'une « économie mixte à dominante publique et sociale » comme première étape d'une économie libérée de la « Loi de l'argent » que de poser comme principe l'incompatibilité fondamentale de l'appropriation privée avec « l'intérêt commun ».

Face à cette exigence, vous amenez deux idées-forces : l'exercice d'une propriété « collégiale » des entreprises par les travailleurs eux-mêmes et la notion de salaire liée à la personne.

On peut déjà noter qu'au plus fort de l'essor communiste et de l'expérience du « socialisme réel », nous convergions sur la notion d' « appropriation collective des moyens de production et d'échange », mais pour la réserver aux « grands secteurs » de l'économie », et confier à l'Etat l'essentiel de la responsabilité des orientations de gestion et de choix de production ainsi nationalisés. On a vu, à « l'Est », et même au cœur de l'expérience mitterrandienne, que « nationalisation » pouvaient rimer avec « étatisation » et rendre impossible les nécessaires appropriations par les travailleurs de leur propre outil de production. La question est donc bien de permettre l'exercice directe de cette responsabilité en permettant aux laborieux de penser ensemble les finalités de leur activité commune, dès lors qu'il ne s'agira plus de produire « pour l'entreprise », mais conjointement « pour soi et pour autrui ».

Comme vous le soulignez vous-même, le plus clair de notre vie, hors activité salariée, se passe à jauger le rapport entre chaque acte et son utilité. Au nom de quel interdit devrions-nous penser que dès lors que cette aptitude sociale a droit de cité dans l'entreprise, elle ne pourrait pas s'y exercer à « plein rendement » ? D'autant que l'exercice collectif de cette responsabilité permettrait de dépasser l'irresponsabilité à l'œuvre de « premiers de cordée », niant totalement la compétence collective inemployée de la foule immense des « premiers de corvée » qui les nourrissent comme aussi leur inacceptable morgue.

Mais suffira-t-il pour autant d'opter d'emblée pour une appropriation généralisée par les travailleurs de leur moyens de production pour la rendre crédible? Nous ne pouvons ici faire l'impasse sur une réflexion de ce que cela impliquerait de bouleversements et de règles radicalement neuves dans la marche même de notre société.

Car l'entreprise, telle qu'elle est conçue, n'est pas seulement une machine à profit. Elle s'appuie sur des besoins réels de la société, et entretient un rapport de clientèle avec ses prestataires qui suppose une souplesse d'adaptation et, dans le jeu de l'offre et de la demande, un rapport de responsabilité qui la met dans l'obligation d'honorer ses commandes. Nous savons par ailleurs que dans le "camp socialiste" de naguère, le fait de donner la priorité absolue à la production a totalement mésestimé le rapport à la consommation, et fini par déliter cet aspect essentiel de la vie en commun, par un jeu en chaîne de déresponsabilisations multiformes.

Comment donc associer durablement la liberté nouvelle de ne plus dépendre d'un « employeur » pour vivre et la responsabilité individuellement et collectivement assumée de produire des biens et services utiles à tous ?

Jusqu'à ce jour, le fait de recevoir un salaire, outre qu'il signifiait l'extorsion quotidienne d'une part non mesurable des biens ou services produits par chaque salarié, constituait bien un rapport d'exploitation, mais aussi un rapport d'aliénation des producteurs: « Je te paye mal, mais je te dispense de l'exercice de la responsabilité » !

Mais dès lors que le salaire serait lié à la personne et non à la fonction, moult questions surgissent:

- a) qu'est-ce qui empêchera chacun de se contenter de « vivre de sa rente » ?
- b) quelle hiérarchie des revenus admettrons-nous ? Et selon quels critères ?
- c) comment en viendrons-nous à la recherche plus patiente de la « valeur d'usage » des marchandises plutôt qu'à la recherche effrénée de leur « valeur d'échange », pour l'heure savamment détournée par les frasques de la « société de consommation »?
- d) faudra-t-il chercher des financements nouveaux, et selon quelles responsabilités à attribuer aux banques et autres organismes de crédit ?
- e) cette nouvelle relation au travail impliquera-t-elle un nouveau rapport entre démocratie directe et démocratie électorale ?
- f) à quelles communautés humaines nous en tiendrons-nous ? Et notamment, ne faudra-t-il pas immédiatement travailler à des formes beaucoup plus actives et inédites entre les territoires, du local au mondial ?

Examinons les donc une à une :

a) Personne ne peut nier que chacun, tout au cours de sa vie, exerce de façon variable, volontairement ou pas, des activités utiles à soi comme à autrui. Ces activités non rémunérées sont pour la plupart essentielles à la vie, et permettent notamment une restauration de la force de travail avant de pointer de nouveau face à l'employeur. Si nous décrétons que le revenu de chacun ne doit plus être directement lié à cette obligation, nous mettons un signe d'équivalence entre ces deux moments de la vie. Or la vie au travail, si elle est parfois très pénible, correspond à une division sociale qui reste utile à l'ensemble de la société et à son développement. Le sens de la responsabilité individuelle et collective qu'elle induit est pour l'instant liée à un chantage que l'employeur et la société exercent sur le salarié : « tu n'en vivras que si tu viens bosser! », chantage d'autant puissant qu'il s'appuie sur un rejet hors travail d'une part notable de la population.

Mais au « travail » s'exerce aussi l'essentiel de la RESPONSABILITÉ, de la compétence, de l'utilité de chacun. Et c'est cela qui fonde, contre des conditions aliénantes, l'exercice d'une LIBERTÉ, synonyme d'insertion dans la société et ses communautés plurielles.

Comment fonder une responsabilité individuelle et collective qui ne soit plus basée sur un chantage à la survie, mais sur le plaisir partagé d'y déployer ses aptitudes et sa responsabilité pleine et entière au service du bien commun? Il faudra pour cela que la gratification qui y est liée équilibre, voir dépasse la contrainte d'obéir à des horaires et des tâches imparties. Et cette gratification est faite d'une condition

première: permettre à chaque producteur de voir le bout de ses actes, en lui restaurant le plein usage de sa force de travail sans la laisser confisquer par le bon plaisir de l'actionnaire pour la recherche du profit immédiat. Dès lors que c'est la liberté des producteurs entre eux qui prévaut, la « liberté de chacun » peut commencer à conditionner « celle de tous ».

Cette façon de travailler libérera sans doute une sorte de créativité collective de nouvelle génération, mais devra certainement, pour un temps indéterminé, valoriser la présence et l'exercice de la responsabilité « au travail » par l'intermédiaire du salaire. Pour sortir de cette situation de chantage à la survie, pourquoi ne pas envisager que la part principale du salaire soit effectivement liée, à vie, à la personne, et qu'une part variable soit, elle liée à l'exercice effectif de cette responsabilité ?

b) Dire cela, c'est d'abord dénoncer et mettre un terme à l'irresponsabilité foncière des nantis qui prélèvent l'essentiel de leur avoir et de leur pouvoir sur l'extorsion et le détournement quotidien de l'usage de la force de travail du salarié. Mais dès lors qu'on la libère de cette tutelle, comment rémunérer la force de travail? À mon sens, la *part constante* devrait donc permettre un vie digne pour tous, à minima au niveau de l'actuel salaire médian, sans oublier cette part de cotisations vouées, non directement à l'usage personnel, mais au bien commun, puis la *part variable*, qui, elle, pourrait tenir compte du temps passé au travail, de la qualification comme aussi de la pénibilité! Il va sans dire que point n'est besoin, pour exercer utilement quelque responsabilité que ce soit, qu'elle soit récompensée par un niveau équivalent à dix fois, voire cent fois le salaire de base! Un échelonnement de trois à quatre fois maximum de cette part variable pourrait largement suffire à la bonne vie de chacun! Et nous serions ainsi dans un rapport bien plus durable et harmonieux entre « liberté » d'agir et exercice de la « responsabilité ». Dégagés de l'urgence de travailler pour en vivre, tous pourraient ensemble mieux se tourner vers la recherche des productions et activités mutuellement, écologiquement, voire culturellement responsables!

c) Jusqu'alors, nous le savons la marchandise ne parvenait à son but que dans l'échange avec une valeur monétaire. Dès lors que la production n'est plus principalement soumise à cet impératif, c'est à une réhabilitation de « l'usage », c.-à-d. du sens de l'utilité des productions que pourront se concentrer les salariés. Cette intelligence pratique est déjà largement à l'œuvre dans le secteur associatif ou coopératif, et il s'agira de lui donner une tout autre dimension. Ainsi que peut-être une part de plus en plus grande à des activités à caractère gratuit et mutuellement avantageuses dans des formes de « trocs collectifs » qui ont déjà court, par exemple, dans la récupération et le retraitement de produits déjà passés dans la consommation. Cette logique nécessitera évidemment de bien plus amples exercices de responsabilité, à tous niveaux des territoires, pour harmoniser ces productions en fonction de besoins sociaux en constante évolution.

d) Concernant tout développement d'activité, j'entends de toute part, y compris de la nôtre, le souci d'associer le travail à des financements. Rien ne serait désormais possible sans le secours des banques ou des financements publics. Mais n'est-ce pas oublier que la « valeur argent » n'est que le produit de la valeur produite dans le travail lui-même! Initier un projet nécessite évidemment des investissements et un recours à des crédits qui lui permettent de se mener à bien. Mais ne s'agira-t-il pas de veiller dans l'exercice de la responsabilité collective, non au pillage systématique comme à ce jour de la « plus-value », comme « prix de la force de travail », qui produit depuis l'essor du capitalisme une DETTE majeure, jamais mesurée, du Capital sur le Travail, et de veiller au sein même de l'entreprise à la préservation de la part nécessaire aux investissements utiles? Il y a là sans doute des formes différentes de financement à imaginer, mais à partir du respect de cette logique.

e) Notre V^e République, un peu plus « monarchisée » par ce nouvel homme providentiel, pourrait se targuer d'une seule devise : « la démocratie oui, mais le moins possible ! » Elle obtient se dessaisissement par un divorce grandissant entre démocratie directe et l'exercice de la représentation qui est l'apanage des élus. La faire entrer là où elle manque le plus, dans l'entreprise, c'est d'emblée mettre à défaut tout l'édifice. Mais il faudra, au lieu des pouvoirs octroyés par les propriétaires, patrons ou actionnaires, lui substituer des formes de fonctionnement fondées sur la priorité à la délibération et la capacité de décision de tous, et lui prévoir le temps nécessaire au cœur même de l'organisation du travail comme la possibilité offerte à des collectifs aussi divers que l'est la production de richesses et de services de se doter de représentants dignes de la confiance de tous. La recherche de relations plus poreuses avec des usagers, clients, prestataires, citoyens extérieurs, mais concernés par son activité, ne me semble pas incompatible avec ce principe d'éligibilité de ses directions, qui ne seraient dans ce cas plus auto désignées à vie par leur rapport au patrimoine, mais puiseraient la confiance provisoire des collectifs de travail dans la conformité de leur action avec les choix souverains effectués par ceux-ci.

f) Imaginer une séparation institutionnelle entre l'exercice de la force de travail et sa rémunération est une véritable révolution. Sa simple affirmation enrôlera toutes les forces réactionnaires pour alarmer « l'opinion » sur l'attractivité nouvelle de ce mode de production sur la foule des « sans droits » qui nous entourent! On ne peut donc l'imaginer sans nous apprêter à mener un combat sans faiblesse pour l'harmonisation des droits sociaux en Europe et dans le Monde, pour le droit de chacun de « vivre et travailler dignement au pays de son choix », par une beaucoup plus juste rémunération des travailleurs, victime plus que bénéficiaires des délocalisations toujours en vigueur dans les désordres actuels du monde. Et rien n'interdit que dans le temps rendu disponible par notre nouvelle conception de la vie au travail, de toutes nouvelles coopérations voient le jour, un peu plus libérée des logiques néocoloniales et inégalitaires encore à l'œuvre aujourd'hui.

Pour en finir enfin avec cet écrit très détaillé, je souhaite simplement attirer l'attention sur deux points « théoriques » :

1) Nous faisons aujourd'hui collectivement effort pour un retour à Marx, peut-être délivrés que nous sommes de l'hypothèque d'un socialisme à visage inhumain. Ce fondateur disait de la « lutte des classes » qu'elle caractérisait toute société humaine jusqu'à ce jour. Ce n'était pas tout à fait exact, car la part archaïque et « sans classes » de l'humanité fut bien plus longue ! Mais il ne signifia pas non plus que cette sorte de moteur de l'Histoire survivrait aux sociétés qui l'ont générée. Nous l'avons payé de bien forts travers. Mettre la Démocratie au cœur, comme nous avons commencé à le faire, c'est aussi considérer le « moyen » comme les prémices des « fins » (et j'entend par « fins », comme L. Séve, plutôt « visées », et ce vers de « l'Internationale » : c'est bien là que s'ouvre l'Histoire et commence le « Genre Humain »). Lorsque s'est déclenchée la « Révolution Française », la bourgeoisie s'affirmait déjà comme la classe dominante à venir. Si nous ne voulons pas nous enfermer indéfiniment dans un rôle « d'adeptes de la lutte des classes », mais plutôt d'adeptes de son dépassement, nous devons imaginer sans attendre des formes de vie en commun qui TRANSGRESSSENT autant qu'elles combattent frontalement les injustices, afin de commencer à donner vraiment corps à notre projet.

2) Nous nous posons en révolutionnaires et honorons les grands événements qui s'attachent à cette notion. Mais voyons bien que, plus le Capital sévit et ronge l'ensemble des conquêtes sociales et démocratiques, plus il s'avère incompatible avec l'essor de la société même. C'est une force de destruction quand nous sommes celle de la construction qui s'y oppose. Au delà de certains moments éruptifs et réversibles que constituent des révolutions jamais dictées par avance, c'est sur le long terme que les rapports sociaux de production parviennent à se moduler sur des nécessités très profondément admises au sein de relations humaines globales. Nous aurions grand intérêt à nous faire aujourd'hui admettre, non seulement comme des révolutionnaires adeptes d'un renversement brutal et radical qu'en tant que « CONSTRUCTIVISTES », porteurs sur le long terme d'une plus noble vision, plus créative et peut-être plus ludique que jamais de la vie en commun.

De tout cœur avec tous !

François Sikirdji